

МИНИСТЕРСТВО НАУКИ И ВЫСШЕГО ОБРАЗОВАНИЯ РФ

**Федеральное государственное автономное
образовательное учреждение высшего образования
«Национальный исследовательский Нижегородский государственный
университет им. Н.И. Лобачевского»**

LA PARTICIPATION DE LA FRANCE DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Учебно-методическое пособие

Рекомендовано методической комиссией Института международных отношений и мировой истории для студентов ННГУ, обучающихся по направлениям подготовки 41.03.05 «Международные отношения», 41.03.01 «Зарубежное регионоведение», 41.04.05 «Международные отношения», 41.04.01 «Зарубежное регионоведение»

Нижегород
2020

УДК 811.133.1
ББК Ш147.11я73
С50

С50 Смирнова, О.А. LA PARTICIPATION DE LA FRANCE DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES: учебно-метод. пособие [Электронный ресурс] / О.А. Смирнова. – Нижний Новгород: Изд-во ННГУ, 2020. – 57 с.

Рецензент: д. полит. наук, профессор **Н.К. Радина**

Данное пособие предназначено для студентов-бакалавров третьего-четвертого курсов, а также магистрантов института международных отношений и мировой истории, обучающихся по направлению международные отношения и зарубежное регионоведение.

Пособие может быть использовано как в аудиторной работе, так и для самостоятельной подготовки студентов.

Ответственный за выпуск: председатель методической комиссии ИМОМИ
ННГУ к.и.н., доцент Бушуева С.В.

УДК 811.133.1
ББК Ш147.11я73

© Нижегородский государственный
университет им. Н.И.Лобачевского, 2020

Le contenu

1. Введение.....	4
2. La France et l'ONU.....	5
3. La France et l'Union Européenne.....	12
4. La France et l'OTAN.....	17
5. La France et G7.....	21
6. La France et G20.....	31
7. La France et l'Organisation mondiale du commerce.....	36
8. La France et la Francophonie.....	40
9. La France et le Conseil d'Arctique.....	44
10. La France et l'Interpol.....	49
11. La France et Le Comité international olympique.....	53

Введение

Основной целью пособия является формирование навыков и умений работы со текстами и статьями по политической тематике.

Для развития умений устной речи предлагаются разнообразные виды упражнений, такие как вопросно-ответные задания, дискуссии.

Упражнения можно использовать как для устной работы в аудитории, так и для самостоятельного выполнения. Ключевое внимание уделяется развитию речевой компетенции в лексической плоскости, а именно правильному использованию в речи синонимов и антонимов, а также соблюдению правил сочетаемости лексических единиц.

Необходимо отметить удобство использования и оригинальность материалов пособия: каждый раздел содержит упражнения, направленные на активизацию словарного запаса и усложнение грамматических конструкций, встречающихся в текстах.

La France et l'ONU

Syrie : Macron et Trump exigent l'application du cessez-le-feu voté par le Conseil de sécurité de l'ONU

Lexique :

cessez-le-feu – arrêt des hostilités (Mode d'accès :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/cessez-le-feu/14344>)

civil(e) – qui relève du citoyen, de son statut, en tant que membre d'une collectivité nationale, par opposition à militaire ou à religieux (Mode d'accès :

http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/civil_civile/16268)

impunité – fait pour quelqu'un de ne pas risquer d'être puni pour ses fautes (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/impunité/42076>)

homologue – personne qui est dans les mêmes fonctions ou dans les mêmes conditions de vie, de travail, etc., qu'une autre (Mode d'accès :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/homologue/40280>)

unanimité – accord complet des opinions, des intentions (Mode d'accès :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/unanimité/80522>)

ambiguïté – caractère de ce qui est ambigu (Mode d'accès :

<http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/ambiguite/>)

vigilance – concentration particulière qui vise à surveiller un individu ou son environnement, ainsi que ses changements pour détecter la moindre

anomalie ; peut susciter de la méfiance ou de la prudence (Mode d'accès :

<http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/vigilance/>)

résolution – décision ferme (Mode d'accès :

<http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/resolution>)

moyen – ce qui sert pour aboutir à une fin (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/moyen/>)

allié – uni par un traité d'alliance, parenté... (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/allie/>)

Les deux présidents ont évoqué des "bombardements indiscriminés contre les civils, en particulier dans la Ghouta orientale", a annoncé l'Elysée, vendredi.

"La France et les Etats-Unis ne toléreront pas l'impunité." Emmanuel Macron et Donald Trump se sont entretenus *"sur la situation internationale, en particulier en Syrie"*, a annoncé l'Elysée, vendredi 2 mars. Le président de la République et son homologue américain ont exigé l'application immédiate de la résolution 2401 votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui a voté un cessez-le-feu d'un mois.

Les deux présidents évoquent des *"bombardements indiscriminés contre les civils, en particulier dans la Ghouta orientale"*, et une *"dégradation continue de la situation humanitaire"*. Ils *"ont souligné la nécessité que la Russie exerce sans ambiguïté une pression maximale sur le régime de Damas pour que celui-ci exprime clairement son engagement à respecter la résolution du Conseil de sécurité"*, écrit l'Elysée.

Emmanuel Macron a fait part de *"son extrême vigilance sur la question des armes chimiques"*. Il a *"rappelé qu'une réponse ferme serait apportée en cas d'utilisation avérée de moyens chimiques entraînant la mort de civils, en parfaite coordination avec nos alliés américains"*.

Mode d'accès : https://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/syrie-macron-et-trump-exigent-l-application-du-cessez-le-feu-vote-par-le-conseil-de-securite-de-l-onu_2636644.html

Les questions :

1. Pourquoi la situation à Ghouta est-elle devenue la plus importante à l'ordre du jour des pays occidentaux ?
2. Qui organise la livraison de l'aide humanitaire aux habitants de Ghouta ?
3. Pourquoi la situation humanitaire est-elle menacée ?
4. Comment la Russie devrait-elle influencer l'ordre du jour des événements ?
5. La Russie devrait-elle exercer une «pression sur le régime de Damas»?
6. Pourquoi la situation autour des armes chimiques dans la région de Ghouta est-elle en « extrême vigilance»?
7. Quel est le partenariat de la France avec ses « alliés américains »?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

exiger l'application; le cessez-le-feu; ne tolérer pas l'impunité; l'unanimité; l'Elysée; bombardements indiscriminés; dégradation continue de la situation humanitaire; sans ambiguïté; engagement à respecter; faire part; une réponse ferme; une cas d'utilisation avérée

Trouvez les synonymes :

cessez-le-feu; impunité; homologue; vigilance; tolérer; exiger; pression; coordination

Sujets à discuter :

Comment la Russie et les pays occidentaux devraient-ils coopérer dans le règlement pacifique en Syrie ?

Quelle est l'efficacité des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ?

Que peut-on attendre après la fin du « régime Assad » ?

Macron demande à Rohani de faire pression sur le régime de Damas

Lexique :

enclave – terrain ou territoire situé à l'intérieur d'un autre/ îlot, domaine, qui a son unité, ses caractéristiques propres et qui s'isole par rapport à tout ce qui l'entoure (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/enclave/29188>)

pression – influence coercitive, contrainte morale (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pression/63762>)

offensive – action stratégique d'une force armée, destinée à imposer à l'ennemi sa volonté, à le chasser de ses positions et à le détruire (Mode d'accès : www.larousse.fr/dictionnaires/francais/offensive/55722w)

envoi – action d'envoyer quelqu'un ou quelque chose ; expédition (<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/envoi/30163>)

rester lettre morte – ne pas être pris en compte, dépourvu de sens, inutile et sans valeur

(Mode d'accès : <http://www.expressions-francaises.fr/expressions-r/2329-rester-lettre-morte.html>)

entretien – conversation suivie avec une ou plusieurs personnes ; entrevue (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/entretien/30081?q=entretien#29990/>)

communiqué – avis ou renseignement transmis officiellement au public (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/communiqué/17567?q=communiqué#17435>)

contribution – action de contribuer à la réalisation de quelque chose (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/contribution>)

attachement – sentiment d'affection, de sympathie durable qui lie aux personnes ou aux choses (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/attachement/>)

ballistique – relatif aux projectiles (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/balistique/>)

PARIS (Reuters) - Emmanuel Macron a demandé dimanche au président iranien, Hassan Rohani, d'exercer "les pressions nécessaires sur le régime syrien" pour mettre fin aux attaques contre la population de la Ghouta orientale, a annoncé la présidence française.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les forces gouvernementales syriennes soutenues par la Russie et l'Iran ont repris le quart de cette enclave rebelle à l'est de Damas, où vivent encore quelque 400.000 personnes.

Cette offensive meurtrière empêche l'envoi d'aide humanitaire à la population civile, alors que le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté il y a une semaine une résolution exigeant l'arrêt immédiat des combats et l'établissement d'une trêve humanitaire d'au moins 30 jours dans toute la Syrie. Une demande restée largement lettre morte sur le terrain.

Cette situation sera un des sujets abordés lundi par le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, à Téhéran, avec les dirigeants iraniens.

Sans attendre, Emmanuel Macron a eu dimanche un entretien téléphonique avec le président iranien, qu'il a "fortement engagé (...) à exercer les pressions nécessaires sur le régime syrien", a déclaré l'Elysée dans un communiqué.

Des pressions “pour mettre un terme aux attaques indiscriminées contre les populations assiégées de la Ghouta orientale, permettre l’accès humanitaire et évacuer les cas médicaux critiques”, précise la présidence française.

Le chef de l’Etat français a souligné la “responsabilité particulière” de l’Iran, du fait de ses liens avec le régime de Bachar al Assad.

Selon l’Elysée, les deux présidents ont marqué leur accord pour travailler ensemble “de manière opérationnelle” dans les prochains jours, afin d’obtenir avec l’Onu, “en lien avec le régime de Damas et les principaux pays engagés en Syrie”, des résultats sur le terrain, livrer l’aide nécessaire aux civils et rendre effectif un cessez-le-feu.

Plus généralement, Emmanuel Macron a souligné que la France attendait de l’Iran “une contribution constructive” à la résolution des crises au Moyen-Orient, précise l’Elysée.

Concernant un autre thème important de la visite de Jean-Yves le Drian à Téhéran, il a réaffirmé l’attachement de la France à l’accord de Vienne du 14 juillet 2015 sur le programme nucléaire iranien et à sa stricte mise en œuvre.

Mais il a également demandé des “réponses claires de la part de l’Iran” sur son programme balistique et sur les questions régionales de sécurité, notamment au Liban.

Mode d’accès : <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN1GG0Q3-OF RTP>

Les questions :

1. Pourquoi l’Iran devrait-il faire pression sur le « régime de Damas » ?
2. Pourquoi Ghouta est-elle considérée comme une « enclave rebelle » ?

3. Pourquoi l'introduction d'un cessez-le-feu humanitaire est-elle un sujet important à l'ordre du jour ?
4. Qui organise l'évacuation des personnes les plus touchées à Ghouta?
5. Quelle est la « responsabilité particulière » de Rohani ?
6. Pourquoi l'ONU devrait-elle soutenir la France et l'Iran en matière de coopération ?
7. Pourquoi la France demande-t-elle une « contribution constructive » de Téhéran ?
8. Pourquoi la France reste-t-elle préoccupée par la mise en œuvre du traité de Vienne sur le programme nucléaire iranien ?
9. Pourquoi le Liban est-il dans la zone d'attention particulière à la France ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

faire pression; mettre fin ;soutenu (es) par ;rebel(le); l'envoi d'aide humanitaire ;une trêve humanitaire ; sur le terrain ;sans attendre ;fortement engagé ;les populations assiégées ;rendre effectif ;mise en œuvre

Trouvez les synonymes :

Exercer;envoi;entretien; contribution;l'arrêt; combat; manière;réaffirmer

Sujets à discuter :

La France, en tant que le pays de G5 du Conseil de sécurité de l'ONU, a droit à des demandes spéciales d'autres pays ou non ?

Pourquoi les évaluations de l'Observatoire syrien des droits de l'homme ont-elles un poids considérable pour les Etats impliqués dans le conflit en Syrie ?

La France et l'Union Européenne

Non, la France n'est pas perdante dans le budget européen !

Lexique :

contrevérité – propos contraire à la vérité (Mode d'accès :

<http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/contreverite/>)

rumeur – raconter qui circule (Mode d'accès :

<http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/rumeur>)

contributeur – personne reconnue pour sa contribution à l'élaboration d'une œuvre ou à un projet commun, qu'il soit artistique ou à visée purement économique (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/contributeur>)

hauteur – dimension de quelque chose de sa base à son sommet (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/hauteur/39227>)

bénéficiaire – qui profite d'un bénéfice, d'un avantage (Mode d'accès : [http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/bénéficiaire/8730](http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/beneficiaire/8730))

représentation – action de représenter quelqu'un, une collectivité ; la (les) personne(s) qui en sont chargées (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/representation/68483/>)

exportation – action de vendre et d'expédier à l'étranger des produits nationaux (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/exportation/32306/>)

montant(s) – élément vertical d'un ensemble, destiné à servir de support ou de renfort (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/montant/52485>)

envergure – longueur de la ralingue par laquelle une voile est fixée à sa vergue ou à son mât (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/envergure/30137/>)

construction (Européenne) – action d'élaborer un système, une institution, un État et d'en assurer la réalisation (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/construction/18504/>)

La Commission européenne cherche en ce moment à corriger quelques contrevérités qui circulent, alors que l'Europe est prise pour cible par plusieurs candidats à la présidentielle.

L'Europe souffre des fausses rumeurs qui courent sur son compte... Les périodes électorales sont propices aux diffusions de tout genre d'informations en la matière! C'est parce qu'elle compte rétablir un certain nombre de vérités que la Commission a mis en place une sorte de «fact checking». Ce mercredi, à l'heure où l'Europe et l'euro sont particulièrement décriés par plusieurs candidats -Marine le Pen et Jean-Luc Mélenchon en tête-, ce sont les montants de la participation de la France au Budget européen qu'elle tient à corriger.

Non, l'Hexagone n'est pas un grand perdant de la construction européenne! «Contrairement aux chiffres que circulent sur une contribution nette de 9 milliards d'euros, la réalité est bien différente», explique la Commission. Certes, la France est un contributeur net au budget de l'UE -c'est-à-dire qu'elle verse un peu plus qu'elle ne reçoit-, à hauteur de 4,5 milliards d'euros en 2015. Mais «c'est normal dès lors que la France est le 3ème pays le plus riche de l'UE après l'Allemagne et le Royaume-Uni », souligne Bruxelles. D'autant qu'elle est parallèlement, le 1er pays bénéficiaire du budget européen, devant la Pologne.

Ce sont les montants de la politique agricole commune versés en France qui lui confère ce statut. Car le budget de l'UE continue aujourd'hui à «accompagner massivement» l'agriculture, sa modernisation ainsi que le développement rural. Cette situation permet notamment à la France «d'être le premier pays exportateur de produits agroalimentaires vers les pays hors UE», souligne la Commission européenne.

Et de rappeler que d'autres secteurs sont également soutenus par le budget de l'UE: l'éducation, la recherche, l'énergie, l'environnement, etc. «Entre 2014 et 2020, la France bénéficiera ainsi de plus de 27 milliards d'euros au titre des différents fonds», souligne le document de la représentation permanente de Bruxelles à Paris. Qui en profite pour rappeler quelques principes économiques: le budget communautaire sert à faire des économies d'échelle en investissant par exemple dans de grands projets de recherche, de développement ou d'infrastructure ; ce qu'aucun pays seul n'aurait pu porter seul. «Cela a permis à la France de s'inscrire dans des programmes spatiaux d'envergure comme Galileo (le GPS européen) et Copernicus (le programme européen de surveillance de la Terre) ou dans des programmes de recherche internationaux» précise le document.

Dès lors, la Commission européenne en tire une conclusion pour elle évidente: «l'idée que la construction européenne devrait être un simple jeu arithmétique à somme nulle, où ce que les États membres «paient» devrait correspondre à ce qu'ils «reçoivent» est fausse. La coopération et la solidarité entre les pays de l'UE sont source d'investissements et de croissance dont les retombées sont bénéfiques pour tous. L'approche arithmétique fait fi de l'ensemble des bénéfices que les citoyens et les entreprises retirent de l'Union européenne. Un marché de plus de 500 millions de consommateurs favorise les entreprises et les exportations, et donc la création d'emplois! La construction européenne permet de travailler, d'étudier, d'entreprendre à l'échelle de tout un continent. Lorsqu'une entreprise investit, ce n'est pas la même chose si son marché est de 66 millions d'habitants ou de 500 millions!». Voilà, selon Bruxelles, qui devait être rappelé.

(Mode d'accès : <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/04/19/20002-20170419ARTFIG00199-non-la-france-n-est-pas-perdante-dans-le-budget-europeen.php>)

Les questions :

1. Pourquoi les candidats à la présidentielle utilisent-ils de fausses rumeurs ?
2. Comment la France investit-elle dans le budget d'une Europe unie ?
3. Combien la France apporte-t-elle au trésor de l'Europe chaque année ?
4. Comment fonctionne-t-il le développement rural en Europe ?
5. Dans quels secteurs de l'économie la France investit-elle plus activement ?
6. Dans quels programmes internationaux la France participe-t-elle ?
7. Pourquoi la construction européenne devrait-il être un jeu à somme nulle ?
8. À qui le marché de plus de 500 millions de consommateurs devrait-il contribuer ?
9. Qu'est-ce que l'auteur de l'article considère le plus convaincant ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

corriger quelques contrevérités; pour cible ;les périodes électorales ;les montants de la participation; une contribution nette ;la politique agricole; le développement rural; au titre de ; le budget communautaire; s'inscrire dans; jeu arithmétique à somme nulle ;la création d'emplois ; à l'échelle de ; en profite pour

Trouvez les synonymes :

contrevérités ;fausses rumeurs; corriger; net ; tolérer; rural; approche; entreprise

Sujets à discuter :

L'UE devrait-elle continuer à devenir plus qu'une organisation économique ?

Que pensez-vous, quelles sont les principales lignes budgétaires de l'UE?

La France et l'OTAN

Paris et Berlin veulent relancer le projet de défense européenne au sein de l'Otan

Lexique :

relance– action de donner un nouvel élan, une nouvelle impulsion à quelque chose (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/relance/67830>)

troupe– toute réunion de militaires composée ou non d'éléments organisés ; les soldats (par opposition aux officiers) (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/troupe/80013>)

pilier– personne, chose dont la présence, l'activité est essentielle à l'existence d'un organisme, d'une institution (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pilier/60915>)

voisinage– proximité dans l'espace (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/voisinage/82401>)

autonomie – liberté de comportement d'un individu, faculté d'agir avec indépendance (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/autonomie/>)

défiance – méfiance, suspicion (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/defiance/>)

capacité –pouvoir, aptitude à accomplir une tâche nécessitant une compétence nécessaire, qu'elle soit physique ou abstraite. (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/capacite/>)

hors (de) – en dehors de, cette préposition sert à indiquer ce qui est à l'extérieur d'un lieu ou d'un cadre (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/hors/>)

davantage – indique une plus grande quantité, un plus haut degré, un temps plus long, etc. (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/davantage/21707>)

fardeau – charge pesante qu'il faut lever ou transporter (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fardeau/32889>)

La ministre allemande de la Défense, Ursula Von der Leyen, a insisté samedi auprès de France 24 sur la nécessité de renforcer la politique européenne de défense. Avec pour objectif d'être moins dépendants des États-Unis.

Paris et Berlin ont vanté, vendredi 16 février lors d'une conférence annuelle sur la sécurité à Munich, la relance du projet de défense européenne dont ils sont les moteurs : un message destiné aux États-Unis, inquiets d'une perte d'influence en Europe.

"Ce que voit Washington, pour l'instant, c'est 27 forces armées différentes. Nous devons harmoniser les troupes des États de l'UE et les rendre plus opérationnelles. Renforcer ce pilier européen au sein de l'Otan est l'un de nos buts", a déclaré samedi la ministre allemande de la Défense, Ursula Von der Leyen, lors d'un entretien exclusif accordé à France 24.

"Lorsque nous serons menacés dans notre voisinage immédiat, au Sud notamment, nous devons être capables de faire face, y compris lorsque les États-Unis ou l'Alliance [l'Otan] souhaiteront être moins impliqués", avait abondé vendredi la ministre française des Armées, Florence Parly. "Pour cela, il faudra que nous ayons notre autonomie stratégique [...] sans obliger les États-Unis à venir à

notre chevet", a-t-elle plaidé, au lendemain d'une réunion de l'Otan marquée par la défiance américaine à l'égard des ambitions sécuritaires européennes.

"Porter davantage de responsabilités"

"Si vous regardez bien, l'Otan est composée de 29 états membres, dont 22 sont européens. Les Américains ont raison lorsqu'ils demandent à l'Europe de porter davantage de responsabilités", a insisté Ursula Von der Leyen auprès de France 24.

L'UE a lancé en décembre 2017 une coopération structurée permanente dans les domaines de la sécurité et de la défense (CSP, ou PESCO en anglais). L'accord, signé par 25 membres de l'UE, doit leur permettre de développer conjointement des capacités de défense et d'investir dans des projets communs.

Le président Emmanuel Macron, qui s'est engagé à porter à 2 % du PIB l'effort de défense français d'ici 2025, propose en outre de créer une force commune d'intervention européenne, capable d'agir hors des structures existantes de l'Otan ou de l'UE. Cette Initiative européenne d'intervention (IEI) serait "un moyen pour les Européens de prendre davantage leur part du fardeau", a plaidé Florence Parly, en qualifiant de "faux débat" le fait d'"opposer l'UE à l'Otan".

(Mode d'accès : <http://www.france24.com/fr/20180217-france-allemande-defense-europeenne-etats-unis-otan-armee-parly-leyen>)

Les questions :

1. Y avait-il des plans pour la création d'une armée européenne avant cela ?
2. Pourquoi le projet de l'armée européenne est-il redevenu pertinent ?
3. Qui sont les auteurs de cette idée ?
4. Quel est le but des auteurs ?
5. Où, selon les auteurs, la principale menace vient-elle ?

6. Les conditions préalables ont-elles été remplies ?
7. Quel pourcentage du PIB devrait être alloué à la défense d'ici 2025 ?
8. Qu'a proposé Emmanuel Macron comme alternative au projet ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

au sein de ;vanter; une perte d'influence ; harmoniser; faire face; abonder; à l'égard de; porter davantage ;dans les domaines de ;plaider

Trouvez les synonymes :

*moteurs; nécessite; relance; message; obliger; au lendemain;
conjointement ;qualifier*

Sujets à discuter :

L'idée d'une armée européenne unique, a-t-elle un droit à la vie?

Pensez-vous qu'une telle idée est une nouvelle course aux armements et une raison pour la croissance des dépenses de défense ?

Quelle sera la position des anciens pays du Pacte de Varsovie si leur opinion est requise?

La France et G7

La France, futur pivot des échanges Europe-Asie ?

Lexique :

enjeu – ce que l'on peut gagner ou perdre dans une entreprise quelconque
(Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/enjeu/29621>)

rupture – fait, pour un état, une action, d'être interrompu brusquement (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/rupture/70272>)

ralentissement – diminution, réduction d'une activité ou d'un ensemble d'activités ; d'une fonction (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ralentissement/66304>)

populisme – tendance politique démagogique visant à défendre les intérêts du peuple. (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/populisme/>)

liaison – relation établie entre plusieurs personnes par le moyen des télécommunications (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/liaison/46939>)

homogène – dont les éléments présentent une grande harmonie entre eux (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/homogene/40260/>)

rapprochement – fait d'établir ou de rétablir de bonnes relations avec quelqu'un, un groupe, etc. (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/rapprochement/66525/>)

atout – chance de réussir (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/atout/6154>)

quinquennat – durée d'un mandat de cinq ans. (En France, la durée du mandat du président de la République a été ramenée à cinq ans [à partir de 2002] par la loi constitutionnelle du 2 octobre 2000.(Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/quinquennat/65740>)

souffle– mouvement, élan d'exaltation, d'aspiration profonde, d'inspiration (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/souffle/73618>)

Si les 7 puissances du G7 se sont retrouvées sur les questions de terrorisme rien n'a avancé sur le climat, le commerce international, ou d'autres sujets encore. Paradoxalement, il y a peut-être là une véritable opportunité pour la France et l'Europe.

Par Jean-Charles Simon.

Alors que s'est tenue le 26 mai la réunion du G7 quelques jours après le Forum de la *Belt & Road initiative* (BRI) à Pékin les 14-15 mai (BRI se substitue à ce que l'on appelait jusque-là OBOR *One Belt, One Road*), les relations entre puissances semblent figées devant certains enjeux.

Si les 7 puissances du G7 se sont retrouvées sur les questions de terrorisme, ce qui ne surprend pas après l'attentat de Manchester, rien n'a avancé sur le climat, le commerce international, ou d'autres sujets encore. La diplomatie italienne a permis d'éviter la rupture déclarée mais « l'Amérique d'abord » a parlé.

Paradoxalement, cela nous permet de penser qu'il y a là une véritable opportunité pour la France et l'Europe.

UN MONDE EN MUTATION QUI IMPOSE UNE RÉFLEXION NOUVELLE

Le développement progressif des échanges depuis 70 ans a permis une croissance mondiale forte qui a conduit au développement d'économies développées.

La crise de 2007 a vu certains pays plus résistants que d'autres dans un monde qui a évolué autour de l'émergence de nouvelles technologies ayant généré une nouvelle économie dont il est à craindre qu'elle domine très vite, et beaucoup.

Cette évolution du monde semble aujourd'hui à la croisée des chemins.

Tout d'abord, pour des motifs liés au ralentissement économique, à la digitalisation et au numérique des processus de production, à la montée en puissance de grands groupes dominateurs (GAFA – BATX – FANG et autres).

Ensuite, la relation est là entre l'ouverture internationale et l'évolution des inégalités, à la fois entre les nations, mais aussi à l'intérieur des nations. Les conséquences sont connues, montée du populisme, conflits, émigration, guerres. L'Europe n'y échappe pas, 1% des individus possédant 27% des richesses.

Qu'il s'agisse de notre société ou de celles du monde, il n'y a pas d'avenir sans croissance et une gouvernance éclairée.

L'organisation du monde de demain doit s'orienter vers des actions pour soutenir la croissance mondiale, en luttant notamment contre le protectionnisme, et améliorer la gouvernance en adaptant les règles du jeu mondial (FMI, Banque Mondiale, etc..) aux nouveaux équilibres au moyen d'organisations de discussion (G5 G7 G8 G20) plus efficaces.

L'objectif est de corriger les inégalités que les peuples n'accepteront plus un jour. La France en a aussi fait l'expérience avec la montée d'extrêmes au cours des dernières élections présidentielles.

LE PROJET *BELT AND ROAD INITIATIVE*

Le Sommet *Belt & Road Forum* qui s'est tenu à Pékin les 14-15 mai a été l'occasion de mieux comprendre l'organisation et les moyens considérables engagés autour de l'initiative « Ceinture et Route ».

En marge de la manifestation officielle, des discours, dîners et réunions entre chefs d'État (68 pays présents, 29 chefs d'État ou de gouvernement), se sont tenus de nombreux forums, conférences, signatures de MOU (Accords d'intention), échanges bilatéraux entre organisations, qui ont permis d'éclairer sur l'état d'esprit général et les objectifs poursuivis.

Initié en Septembre et Octobre 2013 sous l'impulsion du Président XI, le projet *One Belt One Road* (OBOR), aujourd'hui *Belt and Road Initiative* (BRI) pour mieux souligner la diversité des routes terrestres, maritimes, aériennes et numériques, s'est développé progressivement mais avec une maturation assez rapide autour de certains fondamentaux.

Il s'inscrit dans une stratégie organisée autour du développement des échanges entre les pays d'Asie et d'Europe, englobant environ 60 pays, l'Océanie et l'Afrique étant également concernés.

Dans son discours remarqué du 14 Mai au Sommet *Belt & Road Forum*, le Président Xi a rappelé que « *l'histoire est le meilleur professeur* » mais aussi que « *les pyramides se sont construites pierre par pierre* ».

Une manière d'indiquer aussi que la Chine entend donc s'impliquer définitivement dans les affaires du monde et contribuer à soutenir une croissance mondiale tout aussi indispensable à sa croissance et à son organisation interne.

Pour cela, la Chine s'est donc dotée d'outils financiers (AIIB Asian Infrastructure Investment Bank) et de moyens destinés à développer un nouveau commerce international dans l'univers de l'industrie et des services, le programme OBOR ou BRI. Ces routes ne sont d'ailleurs pas que terrestres et maritimes.

Le Président Xi a bien souligné qu'elles étaient aussi informatiques, numériques, dans un monde de communications technologiques que la Chine maîtrise. Il suffit pour définitivement s'en convaincre de visiter la Silicon valley au Nord de Pékin qui accueille toutes les entreprises leader chinoises.

Le projet apparaît d'autant plus ambitieux quand on analyse les structures créées pour mettre en place et suivre le projet, conseil consultatif, bureau de liaison, centre de facilitation, portail internet, participation accrue des banques chinoises et internationales.

Des pays proches de la Chine y sont très favorables (Pakistan, Philippines, Népal, Bangladesh, Myanmar), d'autres n'y croient pas (Inde). Quant à la Russie, présente au sommet, elle est partagée ayant développé son projet projet d'*Union Économique Eurasienne* (UEEA).

Or, avec les autres pays d'Asie centrale, la Russie est un acteur important de la BRI. Le Président Xi a d'ailleurs proposé pour rassurer la création d'un Fonds régional sino-russe. Nul doute que la Russie (147 millions d'habitants) se ralliera définitivement à ce projet qui peut apporter une hausse très significative des échanges bilatéraux comme l'a rappelé le Président Poutine dans son discours du 14 mai.

L'Amérique est réticente au BRI qu'elle voit avant tout comme politique, même si les nombreux projets d'équipement associés devraient permettre aux grandes multinationales d'en tirer profit. Le BRI contribuera aussi à résorber l'excédent commercial chinois dans les échanges bilatéraux et il peut ainsi convaincre les États-Unis de s'y associer.

L'Europe quant à elle a posé des questions et attend légitimement de voir sur des questions aussi importantes que les fondements juridiques, les normes, la gouvernance, le financement et la participation financière des Etats et des acteurs économiques, etc... bref ce qui fait qu'une organisation fonctionne ou pas.

UN G7 SANS LA CHINE

Au-delà du questionnement sur la place de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud, du Brésil et du Mexique aux côtés des 7 puissances, la réunion du G7 sans la Chine interroge sur l'avenir de l'organisation d'un monde centré sur l'Occident et les pays qui dominaient jusqu'au 20ème Siècle.

Certes, les pays du G7 représentent environ la moitié du PIB mondial. Toutefois, ils représentent à peine 10 % de la population mondiale dont les grands acteurs de demain seront ailleurs et poussés par une population en demande.

On peut comprendre que des pays qui ont une vision rapprochée du leadership politique et de l'économie mondiale souhaitent maintenir un groupe d'influence permettant de peser ensemble sur le système international. Pour autant, ce groupe est-il toujours homogène au regard des décisions prises et à prendre aujourd'hui dans un ordre économique mondial en mutation.

Depuis 1996, le G7 était G8, la Russie ayant été écartée en 2014 après l'annexion de la Crimée à la Fédération de Russie. Cela se comprend mais il ne faut pas s'étonner alors d'un certain rapprochement entre la Russie et la Chine, encore récemment avec la signature d'accords internationaux sur l'Arctique.

Dès lors que la réunion du G7 aborde la gouvernance mondiale et la gestion des défis qui préoccupent (terrorisme, climat, etc.), mais aussi la nature des dossiers à traiter ensemble pour l'avenir du monde, peut-on écarter la Chine sans donner le sentiment de l'ignorer ou de maintenir une volonté d'emprise qui ne correspond plus à une réalité économique.

Ne pas proposer à la Chine d'être présente aux discussions entre puissances du monde favorise de son point de vue une vision économique du monde centrée autour d'elle, que le projet BRI met en évidence quand Pékin signe de gros contrats, développe des infrastructures majeures, investit des milliards. La Chine est aussi un allié dans la gestion de certains sujets plus politiques comme la Corée du Nord.

La Chine n'est plus l'usine du monde. Elle est prête à rivaliser avec les États-Unis, l'Europe, le Japon. Elle prend définitivement le leadership en Asie, investit en Afrique, s'organise, et commerce pour cela.

Après une phase de méfiance, les États-Unis du président Trump semblent d'ailleurs revenir sur leur position et ménagent le partenaire chinois déjà très présent outre Atlantique.

La prochaine réunion des puissances du Monde devra intégrer cela.

ET LA FRANCE

Dès avant cette dernière réunion du G7, la place de la France nous semblait privilégiée.

La diplomatie française est respectée dans le monde, de grandes régions l'écoutent, telle l'Asie, notamment la Chine, ou l'Afrique qui a compris que la puissance économique de certains pays ne suffirait pas, l'économie reprend, les entreprises à transmettre sont nombreuses (ainsi qu'en témoigne la place du capital investissement en France, unique en Europe, avec 24000 entreprises de plus de 20 salariés à céder d'ici 10 ans).

La place de la France en Europe pourrait aussi trouver un nouvel essor après le Brexit si Paris prenait le pas sur Francfort. Paris a ses atouts. Des infrastructures de toute nature, du personnel qualifié, un mode de vie, un marché immobilier raisonnable, le Grand Paris qui devrait faire passer un cap à la Région, une concentration de 40% de la R&D en France, un régime fiscal qui pourrait s'améliorer pour les hauts revenus perçus à l'étranger et les stocks options.

À cela s'ajoute bien sûr aujourd'hui la séduction qui serait opérée par le président Macron à l'égard de ses homologues. Chacun semble s'accorder à considérer que « l'examen de passage » à l'international est réussi, tant à l'égard des dirigeants des pays membres de l'OTAN que des responsables du G7.

Le président français a été lui-même direct, à l'écoute, pour mieux comprendre, réfléchir et orienter ses décisions futures. Nul doute que son expérience de banquier d'affaire puis à l'Élysée en tant que secrétaire général adjoint, mais aussi de ministre des Finances, aura été précieuse pour échanger avec les Présidents Trump et Poutine, notamment sur les dossiers sensibles qu'il a évoqué sans détour tout en faisant évoluer la nature des relations.

Cet environnement, qui arrive parfaitement tôt au début du quinquennat, constitue certainement une opportunité d'initiative de la France à l'international, bien sûr aussi sur le plan économique, à quelques jours d'autres étapes importantes telles que le G5 organisé en Afrique par les pays du Sahel, ou encore le G20 à Hambourg en juillet, et évidemment une rencontre nécessaire avec le président chinois, Xi Jinping.

La France dispose aujourd'hui de tous les atouts pour se trouver avec l'Europe au centre d'un Hand Spinner Asie Afrique et Amérique, capable de créer et maintenir des équilibres tout en étant acteur d'initiatives et de décisions politiques et économiques.

Cette place doit également rendre confiance à tous, à une population qui a le sens du pays n'en doutons pas, aux entreprises, notamment les PME et ETI, pour autant qu'elles soient également considérées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire le moteur de notre économie, ou encore qu'un souffle soit donné afin que tous soient sur un pied d'égalité, notamment fiscal et juridique, en particulier avec les homologues européens.

Ces enjeux sont décisifs. Les 6 prochains mois seront décisifs.

Parce qu'une nouvelle assemblée aura été élue, les premières lois seront votées, ou pas. La France aura pris une nouvelle route de conquête, de confiance et de fierté, ou pas.

Par Jean-Charles Simon

(Mode d'accès : <https://www.contrepoints.org/2017/06/09/291590-france-futur-pivot-echanges-europe-asie>)

Les questions :

1. Quels sont les problèmes auxquels sont confrontés tous les pays du G7 ?
2. Pourquoi l'auteur considère-t-il la situation comme une véritable opportunité pour la France ?
3. Quels groupes mentionne l'auteur comme dominant ?
4. Qu'est-ce qui provoque le populisme, les conflits, l'émigration, les guerres ?
5. Quel est le but des organisations internationales des plus grands États de la Terre ?
6. Quels sont les deux projets inspirés par la Chine ?
7. Avec qui la Chine est-elle prête à rivaliser ?
8. Où l'influence de la France est-elle particulièrement forte ?
9. Quels sont les avantages de la France au stade actuel ?
10. Quelle est l'opportunité pour l'initiative de la France sur la scène internationale ?
11. Combien de mois sont alloués à la mise en œuvre des plans ?
12. Quelle nouvelle route la France devrait-elle trouver ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

sembler figé(es); éviter la rupture; une perte d'influence ;la croisée des chemins ; faire face ;ralentissement économique ; en marge de ; participation accrue; être réticent(e); trouver un nouvel essor ; disposer de tous les atouts; rendre confiance

Trouvez les synonymes :

*moteur(s); sujet; rupture; émergence; maturation; rassurer; à peine; essor;
orienter; assemblée*

Sujets à discuter :

Le monde a-t-il besoin de telles organisations comme le G7 ?

Qui profite le plus: l'Etat membre du G7 ou du G20, ou non-Etat membre ?

La France est-elle capable de devenir un leader mondial à court terme?

La France et G20

Le G20 doit se pencher sur les monnaies virtuelles selon Paris et Berlin

Lexique :

cryptomonnaie– Monnaie virtuelle sans lien avec une politique monétaire ou une banque, dont l'implémentation repose sur des algorithmes de chiffrement (Mode d'accès : http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26527257)

courrier– correspondance, lettres envoyées et reçues (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/courrier/>)

investisseur– personne qui place des capitaux. (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/investisseur>)

régulateur – officier d'état-major ou officier général (régulateur général) responsable de certaines tâches de régulation (Mode d'accès : www.larousse.fr/dictionnaires/francais/régulateur/67710)

clarté– qualité de ce qui est facilement intelligible ou de ce qui est précis, net ; qualité de quelqu'un qui se fait facilement comprendre, qui s'exprime et juge avec netteté, précision (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/clarté/16396>)

implication – ce qui est impliqué par quelque chose ; conséquence attendue (surtout pluriel) (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/implication/41913/>)

émission– opération qui consiste à mettre en circulation une monnaie, un effet de commerce, un chèque, des actions ou des obligations, etc (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/émission/28765/>)

blanchiment (d'argent)– une opération relevant de la criminalité financière et consistant à dissimuler la provenance illicite de fonds en les réinvestissant dans des

activités légales (Mode d'accès :

[https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/521181/blanchiment-d-argent\)](https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/521181/blanchiment-d-argent)

pire – Sert de comparatif et de superlatif de supériorité à

l'adjectif *mauvais*, dans le domaine intellectuel, moral, etc.(Mode d'accès :

[http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pire/61130\)](http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pire/61130)

souffle– mouvement, élan d'exaltation, d'aspiration profonde, d'inspiration

(Mode d'accès : [http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/souffle/73618\)](http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/souffle/73618)

La France et l'Allemagne souhaitent mobiliser le G20 sur la question des cryptomonnaies, comme le bitcoin. Les deux capitales y voient un risque pour la stabilité financière mondiale, expliquent-elles dans un courrier vendredi.

La France et l'Allemagne ont officiellement demandé vendredi au G20 de se saisir de la problématique des cryptomonnaies et autres actifs financiers numériques et de leur impact économique et monétaire.

Dans un courrier adressé au ministre des Finances argentin, dont le pays occupe la présidence tournante du G20, les grands argentiers des deux pays - ministres des finances et gouverneurs des banques centrales - réclament un débat sur le sujet qui pourrait, selon eux, déboucher sur des initiatives harmonisées au niveau international.

Un risque pour la finance mondiale

Ils suggèrent d'y associer le Fonds monétaire international à qui serait demandée une « **analyse quantitative des flux internationaux et des problèmes de stabilité financière** » relatifs aux cryptomonnaies.

La lettre, que *Reuters* s'est procurée, souligne que l'émergence des actifs financiers numériques (tokens) et des technologies qui les sous-tendent peut présenter

de nouvelles opportunités mais aussi des «risques substantiels pour les investisseurs» et devenir une source de délits financiers si aucune mesure de régulation n'est prise.

« Dans le long terme, des risques potentiels dans le domaine de la stabilité financière pourraient également émerger ».

Les responsables économiques et financiers français et allemands identifient dans leur démarche quatre défis à relever :

- Établir une compréhension commune de la nature de ces actifs numériques : **« Il est nécessaire de clarifier la nature de ces nouveaux instruments, aujourd'hui largement qualifiés, à tort, de 'monnaies' dans les médias et sur internet »**, l'existence de visions perçues comme divergentes chez les régulateurs sur ces questions menant à un manque de clarté chez les investisseurs qui ne peut qu'alimenter la spéculation.

- **« Surveiller les implications de l'exposition croissante des acteurs de marché aux actifs financiers numériques en termes de stabilité financière et d'intégrité de marché »**. Les implications potentielles de l'utilisation de ces actifs comme moyens d'échange en termes de politique monétaire doivent être également minutieusement évaluées, même s'il n'y en a pas à ce stade.

L'impact de l'émission, envisagée par certaines banques centrales, de "cryptomonnaies", doit être également analysé.

- Offrir une meilleure protection aux investisseurs non-professionnels en les informant des risques qu'ils encourent.

- Adopter une approche commune au niveau international en matière de lutte contre le blanchiment d'argent sale et de financement du terrorisme. « **Les actifs numériques et les possibilités qu'ils offrent pour des innovations financières ne doivent pas être laissés à ceux qui en font le pire usage** ».

Prendre position dès juillet

Les signataires de la lettre proposent qu'une première discussion sur ces sujets ait lieu à l'occasion du G20 Finances des 19 et 20 mars à Buenos Aires puis que des organismes comme le Conseil de stabilité financière, le Gafi (Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) et la Banque des règlements internationaux travaillent sur le sujet en vue d'un rapport proposant des lignes d'action à l'occasion du G20 Finances suivant, en juillet.

La Banque de France et l'Autorité des marchés financiers ont adressé plusieurs mises en garde contre les investissements dans les cryptomonnaies fin 2017, au moment où la valeur du bitcoin, la plus connue des monnaies virtuelles, s'emballait pour monter jusqu'à près de 20 000 dollars.

Elle est retombée depuis pour s'échanger autour de 8 300 dollars vendredi matin.

(Mode d'accès : <https://www.ouest-france.fr/economie/banques-finance/le-g20-doit-se-pencher-sur-les-monnaies-virtuelles-selon-paris-et-berlin-5555763>)

Les questions :

1. Quelle est la différence entre la cryptomonnaie et la monnaie traditionnelle ?

2. Pourquoi la cryptomonnaie cause-t-il la peur dans le monde ?
3. Qui a fait l'idée de la régulation internationale de la cryptomonnaie ?
4. Combien de défis ont été attribués ?
5. Quels crimes peuvent être financés avec l'aide de la cryptomonnaie ?
6. Où est prévue la première discussion de ce projet ?
7. Quelle est la position de la Banque de France par rapport à la cryptomonnaie ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

se pencher; actifs financiers ; réclamer un débat; suggérer; déboucher; analyse quantitative ; risques substantiels ; clarifier la nature ; alimenter la spéculation ; mise en garde ; s'échanger de

Trouvez les synonymes :

Cryptomonnaie; risque(s); numériques; tournant(e); substantiel; divergent(e); alimenter; non-professionnel; usage; connu(e)

Sujets à discuter :

Y a-t-il un futur pour la cryptomonnaie, en tenant compte des taux de change instables ?

La France et l'Organisation mondiale du commerce

Acier: une "guerre commerciale" entre l'Europe et les USA « ne fera que des perdants

Lexique :

sidérurgie– ensemble des techniques qui permettent d'élaborer et de mettre en forme le fer, les fontes et les aciers(Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sidérurgie/72639>)

taxe– prélèvement à caractère fiscal, destiné à alimenter la trésorerie de l'État, d'une collectivité locale ou d'un établissement public administratif en contrepartie d'un service rendu aux administrés (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/taxe/76882/>)

dumping – pratique commerciale qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient(Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/dumping/26973>)

perdant – qui ne retire aucun avantage dans une affaire, qui même y perd (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/perdant/59455>)

contre-mesure– mesure destinée à s'opposer à une action, à un événement ou à les prévenir (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contre-mesure/18823>)

protectionnisme– système consistant à protéger l'économie d'un pays contre la concurrence étrangère au moyen de mesures tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (quotas, contingents, normes, subventions à l'exportation) (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/protectionnisme/64514>)

douane – administration chargée de percevoir les taxes imposées sur les marchandises importées ou exportées (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/douane/26544/>)

Une "guerre commerciale" entre l'Europe et les Etats-Unis "ne fera que des perdants", a estimé vendredi le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire, après la décision du président américain Donald Trump de taxer les importations d'acier et d'aluminium.

De telles mesures, si elles étaient confirmées, ne seraient "pas acceptables" et appelleraient "une réponse forte, coordonnée, et unie de l'UE", a ajouté M. Le Maire.

Il réunira "dans les prochains jours" les acteurs du secteur de l'acier français, affirmant que ces taxes "auraient un impact majeur sur l'économie européenne et sur des entreprises françaises comme Vallourec, ArcelorMittal ou Ugitech".

Donald Trump a annoncé son intention d'imposer dès la semaine prochaine des taxes douanières de 25% pour l'acier et de 10% pour l'aluminium sur les importations aux Etats-Unis afin de protéger l'industrie sidérurgique nationale. Affirmant dans l'un de ses tweets que "les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner", il n'a toutefois pas spécifié quels pays seraient visés.

M. Le Maire a indiqué que "toutes les options sont sur la table", évoquant "un recours devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou des contre-mesures pour limiter les importations américaines en Europe".

"Il existe dans certains pays des pratiques de dumping et des subventions massives qui faussent le commerce mondial", a cependant ajouté le ministre, visant implicitement la Chine. "Les autorités américaines le savent parfaitement, c'est ce sujet-là qui doit être traité et pas un autre", a déclaré M. Le Maire.

Le projet de taxation américain a suscité des réactions indignées dans le monde.

L'Union européenne "va réagir fermement et proportionnellement pour défendre (ses) intérêts", a affirmé jeudi le président de la Commission européenne, ajoutant que "nous ne resterons pas les bras croisés pendant que notre industrie est frappée par des mesures injustes".

"Le protectionnisme et les droits de douane ne sont pas la solution", a souligné le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, Steffen Seibert.

(Mode d'accès : <https://www.la-croix.com/France/Acier-guerre-commerciale-entre-Europe-USA-fera-perdants-2018-03-02-1300917730>)

Les questions :

1. Pourquoi les événements entourant les industries métallurgiques des États-Unis et de l'Europe sont-ils qualifiés de « guerre commerciale » ?
2. Quelles mesures l'UE a-t-elle l'intention d'adopter en réponse au décret sur les taxes ?
3. Quelles entreprises vont souffrir des mesures restrictives ?
4. Quels objectifs poursuivent les États-Unis ?
5. Quelle organisation peut résoudre un tel conflit et comment ?
6. Quel pays est indirectement affecté dans ce conflit ?
7. Comment le dumping affecte-t-il le marché ?
8. Comment le président de la Commission européenne a-t-il qualifié les mesures américaines ?
9. Qu'est-ce que le porte-parole d'Angela Merkel a souligné dans son discours ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

guerre commerciale; taxer les importations; une réponse forte, coordonnée, et unie; un impact majeur; afin de; l'industrie sidérurgique; viser implicitement; les réactions indignées; réagir fermement et proportionnellement; les bras croisés

Trouvez les synonymes :

commerciale; taxer; ajouter; impact; substantiel; facile; recours; dumping; subvention(s); être frappé(e); protectionnisme

Sujets à discuter :

L'OMC est-elle capable de résoudre le conflit des plus grands marchés du monde?

Ces mesures affecteront-elles la Chine?

La France et la Francophonie

Haïti – France : L’IRD met en place de nouveaux partenariats scientifiques en Haïti

Lexique :

développement durable – mode de développement veillant au respect de l'environnement par une utilisation prudente des ressources naturelles afin de les rendre durables dans le long terme (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9veloppement/24951/locution?q=d%C3%A9veloppement+durable#15000202>)

séjour – fait de séjourner quelque part pendant un certain temps (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/s%C3%A9jour/71860>)

enseignement supérieur – enseignement qui est dispensé dans les universités et dans les grandes écoles (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/enseignement/29804/locution?q=enseignement+sup%C3%A9rieur+#179123>)

partenariat – association de partenaires. Collaboration entre plusieurs acteurs économiques cherchant à mettre en place un projet, un événement commun, tout en gardant leur autonomie (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/partenariat/>)

protectionnisme – système consistant à protéger l'économie d'un pays contre la concurrence étrangère au moyen de mesures tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (quotas, contingents, normes, subventions à l'exportation) (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/protectionnisme/64514>)

urbanisme – science de l'aménagement et de l'organisation des villes, qui prend en compte des notions géographiques et architecturales (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/urbanisme/>)

filière – série d'épreuves avant d'obtenir des résultats (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/filiere/>)

Convaincu que la recherche scientifique est nécessaire pour faire progresser le développement durable, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), un acteur français majeur en mission en Haïti, appuie le renforcement des Géosciences à l'Université d'État d'Haïti (UEH) et a travaillé durant son séjour (25 février au 4 mars 2018) à la mise en place de nouveaux partenariats scientifiques bilatéraux. La délégation de l'IRD, était composée de Mme Sarah Marniesse, directrice du département de la mobilisation des savoirs pour le développement, ainsi que MM. Henri-Luc Thibaut, Directeur du département des relations internationales, Christian Valentin, représentant du département Ecosystèmes et Biodiversité, et M. Philippe Charvis, Directeur du département de Géosciences et Bernard de Lepinay, chercheur au CNRS de GéoAzur.

Durant son séjour l'IRD a travaillé à la mise en place de nouveaux partenariats scientifiques avec le Collège doctoral d'Haïti et les différents établissements d'enseignement supérieur du pays dans des domaines tels que l'agronomie, les ressources en eau, la santé ou encore l'urbanisme.

Rappelons que l'action de l'IRD en Haïti a déjà permis le développement d'une coopération avec l'UEH en matière de Géoscience (sismologie, glissements de terrain etc...). L'Unité de Recherche de Géosciences (URGéo) de la Faculté des Sciences de l'UEH a été sélectionnée pour participer au programme des Jeunes équipes associées internationales (JEA) de l'IRD afin de lui permettre de devenir un pôle reconnu dans son domaine, étroitement associé aux réseaux scientifiques nationaux et internationaux.

D'autre part, ce partenariat a permis la mise en place de la première filière universitaire liée aux Géosciences en Haïti à travers la création en 2016 d'un Master en Géosciences à la Faculté des Sciences de l'UEH animé par des enseignants haïtiens formés à l'étranger ainsi que par des enseignants français. Actuellement suivi par 14 étudiants haïtiens, ce Master a également bénéficié du soutien de la Conférence des Présidents d'Université de l'Ambassade de France et de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). À terme, il devrait être co-habilité par l'Université des Antilles.

(Mode d'accès : <https://www.haitilibre.com/article-23718-haiti-france-l-ird-met-en-place-de-nouveaux-partenariats-scientifiques-en-haiti.html>)

Les questions :

1. Pourquoi la recherche scientifique est-elle nécessaire ?
2. Quelle institution a établi des partenariats bilatéraux en Haïti ?
3. Qui a composé la délégation ?
4. Qui a agi en tant que partenaire en Haïti ?
5. Quelles sphères scientifiques sont tombées sous le feu des projecteurs ?
6. Quelles facultés ont été ouvertes ?
7. L'aide de quelles organisations est devenue importante pour 14 étudiants d'Haïti ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

faire progresser ; le développement durable; la mise en place ; les ressources en eau ; sismologie; glissements de terrain; un pôle reconnu ; réseaux scientifiques

Trouvez les synonymes :

*recherche; acteur; partenariat; représentant; coopération; domaine;
réseau(x); enseignant(s); soutien; être co-habité*

Sujets à discuter :

Quelle est l'importance de la Francophonie aujourd'hui?

Qui devrait donner une chance aux étudiants des pays pauvres?

La France et le Conseil d'Arctique

La France face au « grand défi de l'Arctique »

Lexique :

feuille de route – feuille retraçant l'itinéraire d'un parcours (Mode d'accès : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/feuille-de-route>)

validation – confirmation par l'autorité compétente de la régularité juridique d'un acte ou d'une opération qui a été contestée (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/validation/80977>)

fruit – résultat, bénéfice (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/fruit/>)

enceinte(s) – l'espace clos (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/enceinte/>)

vecteur – ce qui sert de support à la transmission des informations, d'un message, etc... (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/vecteur/81232/>)

hydrocarbures – composé formé uniquement de carbone et d'hydrogène (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/hydrocarbure/40774>)

autochtones – originaire du pays qu'il habite, dont les ancêtres ont vécu dans ce pays (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/autochtone/6616>)

partisan – personne qui est attachée à une cause, à un parti, à une doctrine, etc., dont elle prend la défense (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/partisan/58394>)

COP21 – la COP21 est la 21ème Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Mode d'accès : <https://www.climatestewards.org/fr/cop21/>)

Observateur permanent au sein du Conseil de l'Arctique depuis 2000, la France s'est enfin dotée d'une feuille de route nationale sur l'Arctique. Attendu depuis plusieurs années, le document, dont les grandes lignes avaient été annoncées par le président de la République lors d'un déplacement en Islande en octobre 2015, a été présenté mardi 14 juin par le ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, en présence notamment d'un autre ancien Premier ministre, Michel Rocard, ambassadeur en charge des zones polaires.

Le poids de la France au sein de l'Union européenne, elle-même dans un processus de validation de sa politique arctique, n'est sans doute pas étranger au fait que les cinq pays nordiques aient décidé de présenter deux jours plus tard, lors d'un événement à l'ambassade de Finlande à Paris, leurs visions de l'Arctique.

Science, environnement, économie et sécurité

La feuille de route française, document de 64 pages intitulé « Le grand défi de l'Arctique », présente les ambitions de la France envers « un espace à la fois lointain et proche ». Ce résultat est le fruit d'un travail entamé en 2013 et destiné à « identifier les intérêts (...) français dans la zone Arctique », « renforcer la légitimité de la France dans les affaires et les enceintes arctiques », « travailler à l'équilibre entre intérêts nationaux et intérêt général dans la gouvernance de l'océan Arctique » et à « promouvoir un haut niveau de protection de cet environnement marin unique et fragile ».

Sept thématiques ressortent de la politique arctique française. Sans surprise, la recherche polaire, vecteur de coopération internationale, figure en tête des enjeux. Puis viennent les opportunités économiques.

Lorsque l'on connaît la sensibilité du sujet dans le contexte arctique entre enjeux environnementaux et développements économiques, parler seulement d'« opportunités » aurait été osé, particulièrement dans un cadre français où les ONG environnementales sont actives dans le débat.

En revanche, traiter, comme c'est le cas, des « opportunités et coopération économiques » apparaît plus judicieux, soulignant ainsi la nécessité de coopération dans l'Arctique, jusque dans le domaine économique. Les estimations en termes de potentiel d'hydrocarbures dans la zone sont à juste titre prises avec prudence. Avec raison également, l'enjeu des terres rares – stratégique pour les ambitions d'une économie bas carbone – est souligné, avec une mention particulière au potentiel du Groenland.

La première des recommandations concernant l'aspect économique et visant à « veiller à ce que les projets industriels français intègrent les enjeux de protection de l'environnement et de participation des populations locales et autochtones dans une logique de responsabilité sociale des entreprises » est à souligner. Cependant, au-delà d'une recommandation qui va dans l'intérêt des acteurs économiques opérant dans la région, que peut vraiment faire l'Etat lorsqu'il s'agit d'entreprises privées ?

Parmi les autres thématiques, on trouve, logiquement pour une puissance maritime comme la France, les enjeux de sécurité et de protection de l'environnement marin arctique.

L'affirmation d'un acteur arctique

La suite du document porte sur le rôle de la France au sein de la région arctique. Que ce soit en termes de présence dans les enceintes traitant de l'Arctique, via l'Union européenne, ou en tant que partisan d'un équilibre entre intérêts nationaux et intérêt général dans la région. Dans une vidéo mise en ligne par le ministère des affaires étrangères et du développement international, Michel Rocard parle de cet « intérêt général » dans l'Arctique.

Présent lors de la présentation au Quai d'Orsay, le sénateur André Gattolin, président du groupe France – Europe du Nord au Sénat et auteur de plusieurs rapports arctiques pour la commission des affaires européennes de la haute assemblée, juge que « l'aspect innovant de cette feuille de route réside dans l'importance portée à la notion d'intérêt général dans l'Arctique ».

La France, qui se définit en conclusion de cette feuille de route comme « acteur de l'Arctique », a acquis de longue date une légitimité arctique au travers de la recherche polaire. La COP21 aura de son côté permis un intérêt marqué à haut niveau, côté français, au sujet de l'Arctique. Souhaitons que celui-ci ne fonde pas aussi vite que la banquise arctique en été.

Damien Degeorges (lemonde.fr)

(Mode d'accès : <http://arctique.blog.lemonde.fr/2016/06/17/la-france-face-au-grand-defi-de-larctique/>)

Les questions :

1. Pourquoi la France a-t-elle un intérêt accru pour l'Arctique ?
2. Depuis quelle année la France est-elle observatrice au Conseil de l'Arctique?
3. Comment les positions du pays dans l'UE affecte-t-il les positions dans l'Arctique ?
4. Quelles sont les principales zones de la feuille de route ?
5. Quels objectifs devraient être mis en œuvre ?
6. Comment les acteurs non étatiques devraient-ils être impliqués ?
7. Quels pays de l'Arctique ont un grand potentiel dans la production d'hydrocarbures ?
8. Comment sont impliqués les habitants autochtones des territoires arctiques ?

9. Quel est l'aspect innovant de la feuille de route ?
10. Qu'est-ce qui donne le statut de « l'acteur de l'Arctique » à la France ?
11. Comment COP21 affecte-t-elle les opérations du pays ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

observateur permanent ; depuis plusieurs années ; en présence de; le fruit d'un travail ; travailler à l'équilibrage ; populations locales et autochtones ; l'aspect innovant ; de longue date ; à haut niveau; au travers de

Trouvez les synonymes :

les grandes lignes ; déplacement ; partenariat; défi ; enceinte; thématiques ; estimations; prudence ; innovant ; de (son) côté

Sujets à discuter :

Quel avenir est destiné à l'Arctique?

Le développement économique de la région est-il possible sans dommage pour l'environnement?

Les pays du Conseil de l'Arctique devraient-ils rejeter les intérêts nationaux pour un seul objectif?

La France et l'Interpol

Interpol. 41 000 objets culturels saisis lors d'une opération mondiale

Lexique :

trafic – commerce illicite, honteux et clandestin (Mode d'accès :

www.larousse.fr/dictionnaires/francais/trafic_nm/78915)

enquête – ensemble de recherches ordonnées par une autorité administrative ou judiciaire et destinées à faire la lumière sur quelque chose (Mode d'accès :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/enquête/29709>)

enchère – forme de vente publique consistant à vendre au plus offrant (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/enchère/29171/>)

carapace – revêtement protecteur dur et solide recouvrant tout ou partie du corps de certains animaux (Mode d'accès :

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/carapace/13096>)

vente en ligne – commerce électronique (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/vente/81418>)

marché noir – commerce illicite et clandestin, notamment en période de pénurie ou de contingentement (<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/marché/49391>)

contrefaçon – action d'imiter frauduleusement un objet ayant un caractère public (monnaie, billets de banque...) (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contrefaçon/18780>)

Une vaste opération mondiale menée entre octobre et décembre 2017 par l'Organisation mondiale des douanes, Europol et Interpol a permis la saisie de plus de

41 000 objets culturels. Parmi eux, des tableaux, des instruments, des pièces d'ivoire ou encore des armes historiques.

Les saisies sont pharaoniques. Plus de 41 000 objets culturels ont été récupérés au cours d'une opération mondiale contre le trafic illicite organisée dans 81 pays par l'Organisation mondiale des douanes (OMD), Europol et Interpol.

Il s'agit de pièces de monnaie, meubles, peintures, instruments de musique, sculptures et objets archéologiques, a ajouté l'organisation internationale de coopération policière dans un communiqué.

Plus de 300 enquêtes ouvertes

La saisie s'est déroulée dans le cadre de l'opération Athena, co-organisée par l'Organisation mondiale des douanes et Interpol, et de l'opération Pandora II coordonnée par Europol et la Guardia civil espagnole. Entre octobre et décembre 2017, des «dizaines de milliers de contrôles» ont été réalisées dans les aéroports et aux frontières des pays concernés.

Les maisons d'enchères, les musées, ainsi que des particuliers ont été inspectés, donnant lieu à l'ouverture de «plus de 300 enquêtes» et conduisant à 101 arrestations.

Un marché lucratif

Parmi les objets récupérés, Interpol cite le cas d'une coquille de glyptodon - un tatou géant disparu - retrouvée par la police fédérale argentine. Cette carapace, âgée de plus d'un million d'années, était mise en vente pour 150 000 dollars. Également retrouvés : une peinture de Nicolas de Staël, estimée à environ 500 000 euros par les douanes françaises à la Gare du Nord à Paris, mais aussi 88 pièces d'ivoire, des épées, une arbalète et 39 armes à feu historiques.

Au total, « plus de 7 000 objets, soit près de 20 % du nombre total d'objets retrouvés dans ces opérations » ont été découverts sur les sites de vente en ligne, relève Interpol. « La coopération entre la douane et la police peut donner d'excellents résultats et devrait être promue et soutenue à tous les niveaux », a déclaré le secrétaire général de l'OMD, Kunio Mikuriya. Le secrétaire général d'Interpol Jürgen Stock a estimé que « pour les criminels, le marché noir des œuvres d'art devenait aussi lucratif que les drogues, les armes et la contrefaçon ».

(Mode d'accès : <https://www.ouest-france.fr/monde/organismes-internationaux/interpol/interpol-41-000-objets-culturels-saisis-lors-d-une-operation-mondiale-5582485>)

Les questions :

1. Combien d'objets d'art ont réussi à intercepter ?
2. Quel était parmi les œuvres d'art saisies ?
3. Qui a organisé les opérations pour attraper les criminels ?
4. Quels objets ont été inspectés ?
5. Quelles œuvres d'art ont été considérées comme les plus précieuses ?
6. Où a été trouvé environ 20% de tous les biens volés ?
7. Quels crimes sont placés sur un pied d'égalité avec le marché noir des chefs-d'œuvre ?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

la saisie; pharaonique; le trafic illicite ; dans le cadre de; les maisons d'enchères ; un marché lucratif; l'aspect innovant ; être estimé à ; les sites de vente en ligne ; le marché noir des œuvres d'art

Trouvez les synonymes :

vaste ; saisie ; être récupéré(es); le cadre de; milliers; particulier; nombre total ; prudence ; devenir

Sujets à discuter :

Dans quelle mesure l'échange international de données policières est-il efficace ?

Est-il possible de parvenir à une transparence absolue et à un fonctionnement efficace des organes de police internationaux dans tous les cas ?

La France et Le Comité international olympique

JO-2024 : "L'organisation de ces Jeux se veut exemplaire sur le plan social", assure Bernard Thibault

Lexique :

exemplaire – qui peut servir d'exemple par sa conduite, qui peut être cité (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/exemplaire/32072>)

syndicat – groupement constitué pour la défense d'intérêts professionnels ou catégoriels communs (Mode d'accès : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/syndicat/76162>)

chantier – lieu où s'effectuent des travaux (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/chantier/>)

dimension (sociale) – ampleur, importance (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/dimension/>)

garant – personne qui répond de (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/garant/>)

métier – activité sociale définie par son objet, ses techniques, etc... (<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/métier/50997>)

réglementation – ensemble de dispositions légales qui permettent de définir le fonctionnement d'une institution particulière (Mode d'accès : <http://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/reglementation>)

De la CGT au comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024. L'ancien secrétaire général du syndicat, Bernard Thibault, fait partie de ce COJO qui s'est réuni pour la première fois vendredi 2 mars. L'ancien syndicaliste a souligné

sur franceinfo que *"l'organisation de ces Jeux se veut exemplaire sur le plan social."* Le comité veillera notamment au *"bon respect de la réglementation du travail"* sur les chantiers et travaillera à offrir *"des perspectives professionnelles séduisantes à une population en quête d'emploi."*

franceinfo : Quel sera votre rôle exact au sein du comité ?

Bernard Thibault : J'en fais partie à titre consultatif. C'était une demande des organisations syndicales françaises. L'organisation de ces Jeux se veut exemplaire sur le plan social. Organiser une grande compétition internationale sportive de premier plan est important. Ce qui est aussi important, c'est la dimension sociale qui va prévaloir pour la préparation, le déroulement, et l'après Jeux olympiques, singulièrement pour un département comme la Seine-Saint-Denis.

De quoi serez-vous le garant ?

Notre ambition est d'être exemplaire dans la capacité d'un grand évènement sportif à porter la dimension sociale. Le CIO n'a pas forcément une bonne réputation. Il n'a pas été très regardant sur les conditions sociales qui entourent l'organisation des Jeux olympiques. Paris prend l'engagement avec les différentes parties prenantes, organisateurs, collectivités locales, athlètes, d'intégrer cette dimension sociale, de promouvoir les opportunités d'emploi que cela représente. Il s'agit donc de travailler sur le terrain de la formation dans les différents métiers, notamment sur des métiers liés aux activités sportives, de manière à permettre à une population en quête d'emploi d'avoir des opportunités, pour que la jeunesse, au-delà de la promotion du sport, puisse avoir des perspectives professionnelles séduisantes.

Un exemple des chantiers que vous allez mener ?

C'est de veiller dès les prochains mois, dès les premiers appels d'offres d'infrastructures lancés, que les entreprises sélectionnées soient exemplaires du point de vue de la réglementation du travail. Dans le domaine de la construction et du bâtiment, il y a parfois quelques reproches à faire quant au peu de respect de la

réglementation. Nous allons, dès les premières phases, contrôler le bon respect de la réglementation du travail.

(Mode d'accès : https://www.francetvinfo.fr/sports/jo/jo-2024/jo-2024-1-organisation-de-ces-jeux-se-veut-exemplaire-sur-le-plan-social-assure-bernard-thibault_2637428.html)

Les questions :

1. Quand le comité s'est-il réuni pour la première fois ?
2. Quelle devrait être l'organisation des Jeux?
3. Qui est le rôle de Bernard Thibaut?
4. Qu'est-ce qui vient en premier dans la préparation des Jeux?
5. Dans quel département la plus grande partie du travail sera-t-elle effectuée?
6. Quel est le processus de préparation pour les Jeux?
7. Qu'est-ce que le Comité contrôlera dans les premières phases?

Traduisez les mots et les expressions données, puis, rédiger les phrases avec ces mots et expressions :

le plan social ; secrétaire général ; bon respect ; se réunir; perspectives professionnelles ; titre consultatif; organisations syndicales ; travailler sur le terrain; en quête d'emploi; appels d'offres

Trouvez les synonymes :

organisation; syndicat; souligner; exact(e) ;prévaloir; métier(s) ;promotion; domaine; reproche; respect

Sujets à discuter :

La préparation aux Jeux olympiques se justifie-t-elle si l'on sait que la plupart des objets ne sont pas utilisés après les Jeux ?

La ville aujourd'hui, par analogie avec Denver, en 1972, peut-elle abandonner les Jeux Olympiques?

La préparation pour les Jeux Olympiques : un gros problème ou un gros avantage?

Ольга Анатольевна Смирнова

**LA PARTICIPATION DE LA FRANCE DANS LES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Учебно-методическое пособие

Федеральное государственное автономное
образовательное учреждение высшего образования
«Национальный исследовательский Нижегородский государственный
университет им. Н.И. Лобачевского».
603950, Нижний Новгород, пр. Гагарина, 23